

COMME UN VENT DE RÉVOLTE CHEZ LES PROFS D'ÉCONOMIE



Plusieurs professeurs suisses et européens signent un appel pour une refonte de l'enseignement de la finance. Une levée de boucliers pour refonder certains dogmes économiques et financiers, soupçonnés d'avoir dissimulé la survenue de la dernière crise.

PAR PIERRE-YVES FREI



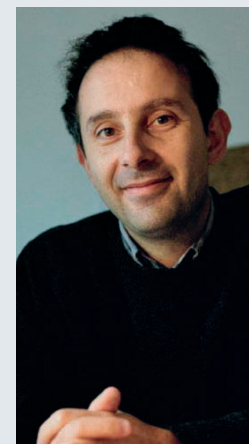
INQUIÉTUDE
Des chercheurs sortent des couloirs feutrés de l'université pour manifester leur malaise publiquement.

Le monde de l'économie et de la finance n'est en rien monolithique. Depuis toujours, des courants le traversent, qui s'opposent parfois, et même souvent. Les débats se perpétuent, les théories s'affrontent et les changements de paradigme existent. L'essor du keynésianisme au lendemain de la grande dépression le démontre à l'envis. Cependant, il faut croire que petit à petit la flamme de la controverse académique dans les domaines de l'économie et de la finance s'est éteinte pour faire place à la domination sans partage de certaines idées comme celle de l'efficacité des marchés. Sinon comment expliquer qu'aujourd'hui des chercheurs choisissent de sortir des couloirs feutrés de l'université et de manifester leur malaise publiquement. A la fin du mois de mars, une vingtaine d'universitaires suisses et européens ont en effet signé un appel intitulé «Renouveler la recherche et l'enseignement en finance, économie et gestion pour mieux servir le bien commun». On y découvre leur inquiétude devant ce qu'ils nomment le quasi-monopole d'une pensée qui refuse de voir que la dernière crise économique et financière remet en cause plusieurs dogmes érigés trop longtemps en vérités scientifiques. On y apprend leur crainte d'un monde académique de moins en moins capable, du fait de la domination de ces idées, de former des esprits ouverts et critiques. On y lit encore leur souhait de voir enfin la finance s'ouvrir à d'autres disciplines – éthique, épistémologie, anthropologie, notamment – afin qu'elle intègre la variable humaine et sociale et non plus seulement des préoccupations quantitatives. Ils ajoutent pour finir que leurs revendications sont en droite ligne avec la démarche académique qu'est en droit d'attendre le citoyen qui la finance par ses impôts.

ÉCONOMIE POLITIQUE

Atterrés et engagés

Né en automne 2010 en France, le Mouvement des économistes atterrés a parfois des accents révolutionnaires.



Atterrés, mais par quoi au juste? «Par le fait que l'on n'a toujours pas tiré les leçons de la dernière crise, tonne Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS, chercheur à l'École

de Paris et l'un des initiateurs de l'appel. Rien, dans nos modèles actuels, ne peut expliquer pourquoi en 2009 le commerce international s'est effondré de 30%. Face à cette crise, nos gouvernements continuent d'agir avec d'anciens instruments qui ne sont plus adaptés.»

A la différence de l'appel des économistes helvétiques, celui des Français, même si depuis sa création le mouvement est devenu paneuropéen, est fortement marqué politiquement. Si Philippe Askenazy se situe au centre gauche – il se dit volontiers strauss-khanien – certains de ses collègues fondateurs sont plus radicaux. A l'image, par exemple, de Thomas Coutrot, coprésident d'Attac France.

Non seulement ce manifeste appelle à recadrer l'enseignement de l'économie, mais il suggère également des mesures politiques à prendre sur la base de vérités revues et corrigées. S'ils dénoncent le dogme de l'efficacité des marchés, les économistes atterrés appellent aussi à réduire la liquidité pour faire pièce à la spéculation par un contrôle sur les mouvements des capitaux et des taxes sur les transactions financières, et également de limiter ces dernières en fonction des seuls besoins de l'économie réelle. Ce manifeste qui comprend 22 fausses évidences et les mesures qui entendent y répondre, compterait à ce jour près de 700 signataires en Europe.

Cet appel vit désormais sa vie et espère récolter autant de signatures que possible. Déjà 150 personnes s'y sont ralliées depuis sa mise en ligne. Paul Dembinski, professeur à Fribourg, directeur de l'Observatoire de la finance et l'un des principaux auteurs de l'appel, avoue avoir reçu énormément de soutien depuis sa publication. Pour ce qui est des signatures c'est moins évident. «Nombre de jeunes chercheurs m'ont avoué de vive voix ou par e-mails qu'ils aimeraient beaucoup se joindre à notre appel, mais qu'ils renonçaient à le faire de peur que cela ne compromette leur carrière. Si cette peur n'est pas la preuve de ce que nous tentons de dénoncer, soit l'hégémonie d'un certain mode de pensée, alors je ne sais pas ce que c'est.»

Tout le monde n'est pas de cet avis. Au lendemain de l'appel, la *Neue Zürcher Zeitung* faisait part de ses doutes sur le bien-fondé de l'initiative en soulignant que ces signataires étaient pour la plupart peu connus pour ne pas dire anonymes, et que leurs revendications se résumaient peu ou prou à réclamer plus de régulation dans le domaine de la finance.

«C'est vraiment mal comprendre notre démarche, estime Marc Chesney, professeur de finance à l'Université de Zurich et l'un de ceux qui ont proposé l'idée de ce projet lors des premières discussions en septembre 2010. En aucun cas nous ne demandons plus de régulation dans le cadre universitaire. Nous souhaitons au contraire une plus grande ouverture en ce qui concerne l'enseignement et la recherche en finance qui sont actuellement dominés par les dogmes de l'École de Chicago.» Ainsi, par exemple, selon cette école, la présence active des banques d'investissement et des fonds spéculatifs sur les marchés financiers permettrait à ces derniers d'être plus efficaces, liquides et transparents. L'innovation financière que ces institutions génèrent aurait un impact soi-disant positif sur la croissance économique et n'augmenterait pas le risque systémique. La récente crise a montré ce qu'il en était...

Cette idée d'efficacité suggère notamment que les marchés financiers, et eux seuls, sont à même d'aboutir à la meilleure allocation des ressources. Quand bien même cela serait vrai, les économistes frondeurs rappellent que le modèle ne parle que d'allocation de ressources et jamais de la distribution de ces ressources dans la société. «Cela me semble la moindre des choses, reprend avec conviction le professeur zurichois,



CLAUDIO LODERER
«Une revue a du succès parce que les stars y publient. Et ainsi tout le monde veut y publier et la lire.»

que la finance intègre aujourd'hui dans ses recherches les conséquences humaines et sociales de tel événement ou de tel choix. Sinon elle ne fait que conforter l'idée selon laquelle elle est de moins en moins en prise avec l'économie réelle et la société.»

L'une des conséquences les plus dommageables de cet état de fait, selon les initiateurs de l'appel, est la quasi-impossibilité de publier des papiers sortant des sentiers battus par le dogme dans les revues les plus prestigieuses. Paul Dembinski précise: «La très grande majorité des publications acceptées par ces revues sont souvent très techniques, très appuyées sur des mathématiques complexes. Comme si c'était là une garantie de scientificité. La finance a besoin de revenir à l'épistémologie, autrement dit de s'interroger sur ce qu'elle croit être des vérités, sur la façon dont elle est parvenue à ces vérités...»

LES MATHÉMATIQUES, CELA FAIT BIEN!

Claudio Loderer n'a pas signé l'appel. Pour autant, le directeur du Swiss Finance Institute et professeur de finance à l'Université de Berne, admet certaines remarques de ses collègues. «C'est vrai que les papiers très mathématiques ont la cote dans les revues. Il est aussi vrai que le formalisme mathématique cache parfois un manque certain

de substance ou de nouveauté. Mais je crois exagérer de dire qu'il n'y a que cela dans les publications de finance aujourd'hui.» Quant à l'immobilisme prétendu de l'enseignement de la finance en Suisse, il en doute. Et de citer un tout nouveau master du SFI dans le domaine de la gestion de fortune et d'actifs mis sur pied par l'Université Carnegie Mellon et l'Université de Lausanne, qui programmera des cours dans le domaine de la psychologie et de l'éthique. «Mais si vous voulez mon sentiment, je crois que l'éthique ne doit pas attendre d'être enseignée à l'Université, précise Claudio Loderer. L'éthique, le respect de l'autre, le sens des responsabilités, ce sont des aspects, ce sont des éléments que les parents et les élèves doivent apprendre très tôt à l'école.»

Pour autant, avoir été biberonné à l'éthique depuis son âge le plus tendre n'est pas toujours une garantie à comprendre les tenants et les aboutissants de la finance actuelle si l'on en croit Paul Dembinski. «Récemment, une doctorante venue suivre l'une de mes conférences sur les dangers de certains produits financiers m'a dit qu'elle avait l'impression d'ouvrir les yeux sur un

aspect des choses qu'on lui avait caché pendant toutes ses années d'études.»

Professeur à l'Université de Genève, spécialiste des produits financiers complexes et signataire de l'appel, Rajna Gibson avoue avoir pris conscience des implications sociales de «sa science» au gré des dernières crises, et tout particulièrement lors de celle de 2008-2009. «Trop longtemps, on a enseigné – et on l'enseigne encore ainsi – l'innovation financière comme si elle n'avait que des avantages pour l'économie et ne produisait aucun inconvénient. C'est une illusion. L'innovation a évidemment des implications sociales et celles-ci peuvent être graves.» La spécialiste pense évidemment aux fameux subprimes, produits que l'on pensait très sûrs avant que leur marché ne s'effondre et entraîne dans leur naufrage une banque comme Lehman Brothers.

Aux yeux de Rajna Gibson, la seule façon de ramener l'enseignement de la finance dans un champ plus critique consiste à la confronter à d'autres disciplines. Or si la finance actuelle montre quelques signes d'ouverture, ce ne sont pour l'instant que des balbutiements. «J'espère néanmoins



Nouveau Centre Porsche Genève

La plus performante des Porsche ne serait rien sans le plus performant des services.

Un emplacement de choix: situé au Grand Saconnex – route de Ferney, à proximité de l'aéroport de Genève et de Palexpo.



PORSCHE

Centre Porsche Genève

Orchid Sports Car SA
Impasse Colombelle 2
1218 Le Grand Saconnex
Tél. 022 79 911 20
Fax. 022 79 911 30

info@porsche-geneve.ch
www.porsche-geneve.ch

PORTE-VOIX

Joseph Stiglitz, un Prix Nobel dissident

Résolument atypique et indépendant, l'économiste américain marche aujourd'hui avec George Soros, qui admet ses ambiguïtés.

Voilà le genre de saillie dont **Joseph Stiglitz** est capable: «Si l'on peut définir la science par sa capacité à prévoir l'avenir, alors le fait qu'une grande partie des économistes n'ait pas vu arriver la crise devrait soulever de grandes inquiétudes.»

Nobélisé en 2001, ce nouveau keynésien devenu professeur d'université à l'âge peu habituel de 27 ans, a occupé des postes à Stanford, Oxford et Princeton. Après un passage comme économiste en chef à la Banque mondiale, il est revenu à l'académie, à Columbia New York. Le CV est prestigieux, et si le Prix Nobel de Joseph Stiglitz a certainement contribué à son prestige, il s'est fait vraiment connaître du grand public à l'occasion de la dernière crise. A grand renfort de conférences, il est devenu l'une des voix qui appellent à lancer une grande remise en cause

des théories économiques dominantes. Lui qui a par exemple travaillé sur les conséquences de l'asymétrie de l'information chez les acteurs économiques sait de quoi il parle.

Aujourd'hui, il parraine l'Institut pour la nouvelle pensée économique (Institute for New Economic Thinking) créé par George Soros. Le célèbre spéculateur n'en est pas à sa première contradiction, mais il assume. Il avoue souvent que lorsqu'il agit sur les marchés, il n'est pas le même homme que dans la «vie» où il est plus altruiste et humaniste.

Cet institut est devenu, selon les mots même de Joseph Stiglitz, le lieu pour le renouveau de la pensée économique. La dotation qu'a consentie le financier pour sa création a permis l'engagement de plusieurs chercheurs brillants. L'École de Budapest détrônera-t-elle un jour l'École de Chicago?



que nous serons perçus comme des rassembleurs voulant ouvrir de nouvelles pistes et non comme des diviseurs.»

EN RETARD D'UNE GUERRE

Un professeur d'économie non signataire, mais qui préfère garder l'anonymat, démontre que le rassemblement risque de se heurter à quelques objections: «Si la pensée dominante est celle de l'École de Chicago, alors que représentent les 7200 milliards de dollars (estimation de la BCE) dépensés par les États-Unis et l'Europe pour sortir de la crise? Pas très sérieux de la part des signataires. Je crains qu'ils aient une guerre de retard...»

De là à imaginer que les auteurs de l'appel remettent en cause, sans vraiment le dire, l'esprit du capitalisme et du libéralisme, le pas est vite franchi. «Il ne s'agit pas de cela, rétorque Marc Chesney. Notre message n'a

pas le contenu politique que certains voudraient nous prêter. C'est dans l'état actuel de l'économie financiarisée que l'esprit du capitalisme est remis en cause.» Et le professeur en finance de Zurich de préciser sa pensée en expliquant que, à ses yeux, le capitalisme libéral repose sur le concept de responsabilité de l'entrepreneur. Sa rémunération est fonction du risque pris et assumé, sous-entendu du risque qu'il prend de tout perdre si la conjoncture se retourne ou s'il commet une erreur. «Or de puissants acteurs financiers – les banques d'investissement ou d'affaires pour ne pas les nommer – ne respectent plus cette règle de base du capitalisme. Pendant la récente crise financière, de nombreux dirigeants de ces banques ont perçu des bonus princiers, alors que leur établissement annonçait de mauvais résultats, que certains de leurs salariés étaient licenciés, que les actionnaires

ne percevaient aucun dividende et l'État aucun impôt. Il s'agit d'un dévoiement du capitalisme.»

Les signataires de l'appel aimeraient notamment voir naître une nouvelle revue internationale de haute tenue qui, sur ces fonds baptismaux, ferait de la transdisciplinarité une règle plutôt qu'une exception. «S'il commence à devenir timidement possible aujourd'hui de publier des articles sur des thèmes comme la responsabilité sociale des entreprises ou la durabilité, reprend Rajna Gibson de l'Université de Genève, les grandes revues académiques restent encore étanches à des thématiques comme la finance environnementale ou la microfinance.»

Une nouvelle revue en finance qui porterait flambeau du débat et qui ferait la nique à celles qui s'entêtent dans l'orthodoxie dominante? «Ce n'est pas aussi simple, confie Claudio Loderer. Une revue a du succès ou devient prestigieuse parce que les articles les plus intéressants y sont publiés, que les stars y publient aussi et que, de ce fait, tout le monde veut y publier un article et la lit. Cela ne se décrète pas.»

Aux signataires de l'appel de démontrer que le contraire est possible. ■■■

De puissants acteurs financiers ne respectent plus cette règle de base du capitalisme

MARC CHESNEY, PROFESSEUR EN FINANCE